

Cahier des Clauses Administratives Particulières

DE MAITRISE D'OEUVRE

(CCAP MOE)

MAITRISE D'ŒUVRE DE L'OPERATION DE CONSTRUCTION DES OUVRAGES DE STOCKAGE - TRANCHE 12

Marché de Maîtrise d'œuvre

Table des matières

Article 1.	OBJET DU MARCHE.....	3
Article 2.	DECOMPOSITION DU MARCHE.....	3
Article 3.	PIECES CONTRACTUELLES	3
Article 4.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
Article 5.	SOUS-TRAITANCE.....	6
Article 6.	AUTRES INTERVENANTS	6
Article 7.	ORDRES DE SERVICE EMIS PAR L'ANDRA	6
Article 8.	ORDRES DE SERVICE EMIS PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE (TITULAIRE)	6
Article 9.	CONTENU DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	7
Article 10.	PERSONNEL DU TITULAIRE	7
Article 11.	CONFIDENTIALITE.....	8
Article 12.	SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION.....	9
Article 13.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE - HYGIENE ET SECURITE.....	11
Article 14.	RESPONSABILITE - ASSURANCES	12
Article 15.	ASSURANCES DU TITULAIRE	13
Article 16.	Assurances de l'Andra.....	14
Article 17.	ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	14
Article 18.	PRIX	16
Article 19.	MODALITES DE REGLEMENT	17
Article 20.	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	19
Article 21.	PENALITES	19
Article 22.	CLAUDE DE PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE.....	21
Article 23.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	23
Article 24.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	23
Article 25.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	24
Article 26.	RESILIATION	25
Article 27.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	26
Article 28.	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE	26

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché concerné par le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet de confier au Titulaire, qui accepte, la maîtrise d'œuvre de l'opération de construction de la 12^{ème} tranche (TR12) : construction de 3 lignes de galeries secondaires du RSGE et de 7 lignes d'ouvrages de stockage du Centre de stockage de l'Aube pour le compte de l'Andra.

L'Andra est un acheteur public au sens des dispositions du code de la commande publique. Le présent marché est donc soumis aux dispositions de ce code.

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre au sens des dispositions des articles L. 2430-1 et suivants du Code de la commande publique. Il est régi par ces dispositions ainsi que par les articles R. 2431-1 et suivants du Code de la commande publique.

Article 2. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le marché n'est pas alloti.

Article 3. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre les stipulations de ces pièces, prévalent dans l'ordre où elles sont citées ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - La politique générale de l'Andra, référence ORGPOLADSQ030018 / Indice J ;
 - La politique RSE de l'Andra (Responsabilité sociétale de l'entreprise), référence QUAPOLASSE170027 / Indice B ;
 - La politique de l'Andra en matière de protection des intérêts (Sûreté, environnement et santé-sécurité), référence QUAPOLADSF170009 / Indice C ;
 - La fiche hygiène informatique pour les marchés de l'Andra, référence QUASPASDD220005 / Indice A ;
 - La fiche de consignes environnement C12A (référence ANDRA240 / Indice E) ;
 - Spécification pour la fourniture, par un prestataire, de documents techniques à l'Andra, référence QUASPASGC150004 / Indice A ;
 - Spécification pour la fourniture, par un prestataire, de plans à l'Andra (charte technique et graphique), référence QUACHASGC140023 / Indice A ;
 - La charte des Achats de l'Andra, référence QUACHASG170025 / Indice B ;
 - La politique générale de l'Agence 2022-2026 / Politique des centres industriels de l'Andra dans l'Aube réf. IPOLACSA070002 / Indice H ;
 - Le règlement des dispositions applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres industriels de l'Andra dans l'Aube (C12A), réf. : ORGREASQS960037 / Indice M ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, référence SA05OK603A0001 / Indice A ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique (mémoire technique ou tout autre document de teneur équivalente) du Titulaire référence **A compléter**
- Les actes spéciaux de sous-traitance, postérieurs à la notification de marché et leurs éventuels actes modificatifs ;

Le Titulaire reconnaît expressément être en possession ou avoir pris connaissance de chacune de ces pièces.

Toute clause portée dans l'offre technique du Titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des pièces contractuelles, ou qu'elle aurait pour effet d'apporter des réserves, des modifications, ou des suppressions à ces stipulations.

Les annexes au présent CCAP dont les références comprennent la mention de l'indice en vigueur à la notification du marché constituent des documents de référence.

En cas de modification de l'un des documents de référence, l'Andra notifiera au Titulaire par écrit la version modifiée avec le nouvel indice qui deviendra applicable à compter de la réception de sa notification par le Titulaire.

Le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification pour formuler par écrit toute observation sur les modifications opérées sous peine de forclusion. À défaut de réponse dans ce délai, le Titulaire sera réputé de ne pas avoir d'observation.

En cas de modification d'un document de référence entraînant une ou des modifications substantielles des obligations contractuelles du Titulaire, ce dernier pourra également demander par écrit à l'Andra dans le délai précité de 15 jours, un réexamen des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais et/ou de prix. Cette demande devra être justifiée et soumise à l'approbation de l'Andra. Les Parties conviendront alors des ajustements nécessaires par voie d'avenant.

Le Titulaire devra se conformer à la version modifiée d'un document de référence.

Article 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1

Les prestations objets du marché, sont réalisées par le Titulaire sous sa seule direction et sous sa seule et entière responsabilité, conformément aux règles de l'art et aux documents contractuels.

5.2

Le Titulaire demeure personnellement responsable envers l'Andra du respect de toutes les obligations résultant du marché y compris des prestations sous-traitées. Il est tenu de reporter sur ses sous-traitants ou à ses fournisseurs toutes les obligations du marché et consignes s'imposant à ce dernier et notamment celles relatives aux assurances, à la confidentialité, à la sécurité des personnes et des biens et à la santé des travailleurs.

5.3

Le Titulaire est réputé apprécier, sous sa responsabilité, les difficultés d'exécution du marché. A ce titre, il appartient au Titulaire de vérifier l'exhaustivité des documents et informations de toutes natures nécessaires à la satisfaction des obligations contractuelles. Tous autres documents et renseignements fournis par l'Andra sont purement indicatifs et nullement limitatifs, le Titulaire étant tenu de fournir des prestations conformes aux stipulations du marché. En complément, le Titulaire a l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art ; le Titulaire sera réputé avoir vérifié et fait siennes les informations ainsi recueillies. Dans le cas contraire, il doit les signaler immédiatement à l'Andra par écrit. Le Titulaire ne pourra se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

5.4

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations envers l'Andra. Il doit tenir informé en permanence l'Andra de tous les événements susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

5.5

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des engagements de l'Andra, notamment en matière environnementale par le biais de sa politique RSE. Aucune décision ou aucun agissement du Titulaire

lors de l'exécution de sa prestation ne doit avoir pour effet ou pour objet de porter atteinte aux engagements de l'Andra.

5.6

D'une manière générale, le Titulaire doit fournir l'ensemble des prestations, études, matériels et travaux nécessaires à l'exécution du marché.

5.7

Dans la mesure où une visite de site a été organisée préalablement au commencement des prestations, le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux avec les contraintes et éléments afférents à l'exécution des prestations.

5.8

Dans la mesure où le Titulaire est tenu d'effectuer des prestations et livraisons aux Centres industriels de l'Andra dans l'Aube, B.P. n° 7, 10200 Soulaines Dhuys, le personnel du Titulaire doit se conformer au règlement intérieur et à la discipline applicables sur le site concerné.

5.9

Les livrables et de manière générale l'ensemble des documents remis à l'Andra par le Titulaire doivent être entièrement rédigés ou traduits en langue française.

5.10

Le Titulaire s'engage à prendre toutes mesures utiles afin de faciliter à tout moment aux agents de l'Andra ou à tout organisme dûment habilité, tout contrôle dans le cadre du marché sur le lieu d'exécution.

5.11

Les contrôles de l'Andra en cours de réalisation des prestations, ou leur absence, ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire, qui reste tenu de procéder à ses propres contrôles.

5.12

Le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur ; il garantit en particulier son personnel en cas d'accident du travail.

5.13

Le Titulaire s'engage :

- à lutter contre toute forme de corruption, de paiement illicite, de blanchiment d'argent et contre toute atteinte à la probité au sens et en application de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016,
- à respecter les législations et réglementations étrangères équivalentes applicables au Titulaire si tout ou partie de l'exécution des prestations est réalisée à l'étranger,
- à mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique, à la prévention des conflits d'intérêts et à la lutte contre la corruption au sens et en application de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016.

Le Titulaire déclare et garantit, pour lui-même, pour l'ensemble de son personnel et pour toute personne sous sa responsabilité, agissant en son nom ou pour son compte, qu'aucune somme d'argent et qu'aucun avantage de toute nature n'a été ou ne sera remis à un employé, à un donneur d'ordre, ou à un intermédiaire quel qu'il soit, dans le but d'obtenir l'attribution d'un contrat ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage à informer l'Andra dans les plus brefs délais, à compter de la notification du marché, de tout événement dont il aurait connaissance et contraire aux déclarations et garanties définies au présent article.

Le Titulaire s'engage, sur simple demande écrite de l'Andra, à donner accès à ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou toute documentation ou information liés à des paiements ou des actes qui s'avèreraient contraires aux obligations susvisées et ce pendant toute la durée du marché, puis pendant une période de 5 ans.

En cas de manquement par le Titulaire à l'une des obligations susvisées, l'Andra se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute.

5.14

Le Titulaire est tenu de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables ; il reste responsable du respect de celles-ci.

Ces documents doivent être mis à disposition sur la plateforme e-attestation à l'Url suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>.

L'Andra pourra également appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.

L'absence de production de ces documents est un motif de résiliation du marché pour faute.

Article 5. SOUS-TRAITANCE

Sous réserve du respect des dispositions de l'article R.593-9 et suivants du code de l'environnement et de l'article R.2193-1 et suivant du code de la commande publique, l'Andra pourra autoriser le Titulaire à sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations objet du marché sous condition de l'acceptation du ou des sous-traitants, et de l'agrément de leurs conditions de paiement, par l'Andra.

Le Titulaire peut recourir à la sous-traitance s'il a obtenu l'accord préalable et écrit de l'Andra, dans les conditions définies à l'article R.2193-1 et suivant du code de la commande publique.

Si le Titulaire est un groupement d'entreprises et que le membre du groupement qui propose de sous-traiter n'est pas le mandataire, la demande d'acceptation et d'agrément est signée par ce membre et présentée par le mandataire.

Les prestations objet de la sous-traitance doivent être clairement identifiées.

Article 6. AUTRES INTERVENANTS

Les différents intervenants pour l'opération ne sont pas encore désignés au moment de la notification du marché de maîtrise d'œuvre.

Dès la réunion de lancement, l'Andra communique la liste des intervenants connus au Titulaire, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés.

L'Andra mettra à jour cette liste des intervenants en cas de modification.

Les modalités de collaboration détaillées du Titulaire avec l'ensemble des intervenants de l'Andra concourant à l'opération sont précisées dans le CCTP.

L'Andra autorise le Titulaire à échanger directement avec chacun des intervenants désignés à toutes les étapes du projet.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le Titulaire informe l'Andra sans délais.

Article 7. ORDRES DE SERVICE EMIS PAR L'ANDRA

Les ordres de service sont notifiés au Titulaire par le biais du profil Acheteur de l'Andra.

Article 8. ORDRES DE SERVICE EMIS PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE (TITULAIRE)

Le Titulaire est chargé d'émettre les ordres de service à destination des titulaires des marchés de travaux, avec copie à l'Andra.

Toutefois, le Titulaire ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable et la contresignature de l'Andra pour les ordres de service relatifs :

- La notification de la date de commencement de l'exécution du marché ou prescrivant le démarrage des travaux ;
- La notification de prix nouveaux au Titulaire, pour des ouvrages ou travaux non prévus initialement ;
- La modification des prestations (travaux supplémentaires, modificatifs ou en moins, avec incidence financière) et/ou de leurs modalités d'exécution (notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants) ;
- La notification du calendrier détaillé d'exécution ;
- L'affermissement d'une tranche optionnelle le cas échéant.

Article 9. CONTENU DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

9.1 Missions

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants.

Ces missions correspondent à celles définies aux articles R. 2431-1 et suivants du code de la commande publique, et sont détaillées dans le CCTP du présent marché.

Les missions confiées au Titulaire sont les missions cochées ci-après :

- ☒ Les études d'avant-projet (AVP) ;
- ☒ Les études de projet (PRO) ;
- ☒ L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés publics de travaux (AMT) ;
- ☒ Les études d'exécution (EXE) ;
- ☒ Le visa des documents d'exécution fournis par les Entrepreneurs (VISA) ;
- ☒ L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier (OPC) ;
- ☒ La direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux (DET) ; dont notamment le suivi des décomptes mensuels, la notification de l'état d'acompte mensuel et du décompte final, conformément à l'article 12 du CCAG Travaux
- ☒ L'assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ; dont notamment l'établissement du décompte général et définitif conformément à l'article 12.4 du CCAG Travaux.

9.2 Missions complémentaires :

- ☒ Inspections de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection (ASNR)

Lorsque des missions complémentaires ne sont pas confiées par l'Andra au Titulaire, ce dernier, au titre de son obligation de conseil, attire l'attention de l'Andra sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

Article 10. PERSONNEL DU TITULAIRE

10.1 Personnel mobilisé par le Titulaire et conduite des prestations

Le Titulaire s'engage à mobiliser du personnel disposant des compétences et d'un niveau d'expérience nécessaires à la bonne exécution des prestations objets du marché. Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de l'Andra quant au profil et la désignation des personnes mobilisées ainsi que de leur nombre.

Pour la conduite de certaines prestations, les postes définis dans le CCTP sont occupés par une personne nommément désignée à la suite de la notification du marché.

Si en cours d'exécution du marché, le Titulaire est amené à remplacer une ou plusieurs de ces personnes, y compris sur demande de l'Andra, le remplacement devra être effectué par une/des personne(s) disposant de compétences et qualifications au moins équivalentes, et ce sans supplément de prix ou prolongation du délai d'exécution.

Le Titulaire informe l'Andra, sans délai, de tout changement dans la composition de l'équipe en charge des prestations et transmet les justificatifs attestant du respect du présent engagement. Le Titulaire propose un remplaçant qui peut être récusé par l'Andra dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG MOE.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG MOE, à compter de la réception de cette notification, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour désigner un remplaçant disposant des compétences et de l'expérience nécessaires et en informer l'Andra. A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire au terme de ce délai ou si le remplaçant proposé ne dispose pas des compétences et d'un niveau d'expérience comparables à ceux de la personne désignée à l'offre, l'Andra se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité prévue dans le présent CCAP.

L'Andra se réserve la possibilité de demander, à tout moment et par décision motivée, au Titulaire le changement de tout membre de son équipe en cas de constats par l'Andra de compétences et/ou d'expérience insuffisantes du/des personnel(s) compromettant la bonne exécution des prestations. Il en est de même si le personnel mobilisé par le Titulaire ne dispose pas des compétences et/ou qualifications et/ou expériences prévues dans son offre. L'Andra s'engage à exercer ce droit de manière loyale.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire d'affecter du personnel compétent à la bonne exécution des prestations, l'Andra se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute dans les conditions prévues au présent CCAP.

10.2 Accès au site

L'Andra peut interdire à tout moment l'entrée de ses sites à tous salariés du Titulaire ou de ses sous-traitants et exiger le remplacement immédiat des salariés du Titulaire ou de ses sous-traitants, en cas d'inobservation des lois et règlements, règlement intérieur et des consignes de l'Andra visées à l'article « Protection de la main d'œuvre – Santé et sécurité » ci-dessous.

Dès lors que les prestations s'exécuteront dans une zone protégée de l'Andra, le Titulaire et les membres de son personnel en charge de l'exécution du marché pourront faire l'objet d'une enquête administrative dans le cadre de leur demande d'accès à ladite zone.

En toute hypothèse, notamment en dérogation à l'article 5.3 du CCAG MOE, et quels que soient la cause ou les circonstances, le Titulaire ne peut faire valoir en cas de non-autorisation d'accès au site un droit à indemnité ou à garantie quelconque, ni aucune réclamation, ni à supplément de prix, ni s'en prévaloir pour justifier un retard dans l'exécution des prestations.

A la notification du marché ou au plus tard deux (2) semaines avant le début de l'intervention, le Titulaire adresse à l'Andra, pour agrément, la liste de toutes les personnes devant intervenir sur le site, afin de permettre l'établissement des autorisations d'accès. Il en sera de même en cours d'exécution du marché pour tout nouvel intervenant.

L'Andra peut refuser l'accès au site aux personnes non autorisées. Le Titulaire ne pourra alors élever aucune réclamation de ce fait, ni s'en prévaloir pour justifier un retard dans l'exécution de ses prestations.

Le jour de l'entrée sur le site, le Titulaire confirme à l'Andra la liste des intervenants en précisant la tâche réalisée par chacun des intervenants.

Cette liste est tenue à jour par le Titulaire et communiquée à l'Andra périodiquement pour tous les renseignements, pendant toute la durée du marché.

Article 11. CONFIDENTIALITE

Par dérogation aux articles 5.1.1 et 5.1.2 du CCAG MOE :

Sont notamment considérés comme confidentiels par nature les résultats issus du marché, les études ayant conduit à ces résultats, le savoir-faire, les spécifications de conception et de réalisation, les procédés de fabrication et les moyens de contrôle, les logiciels, les données économiques et commerciales propriété de l'Andra, ainsi que son organisation et son fonctionnement interne, ci-après désignées les « Informations ».

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère confidentiel des Informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de la procédure de passation du marché ou de l'exécution de celui-ci.

Dans le cas de prestations mettant en jeu des matériels informatiques, le Titulaire portera à la connaissance de l'Andra les cas où, au cours des prestations, il aurait accédé fortuitement aux Informations.

Il répond du respect de cette obligation par son personnel, ses fournisseurs et ses sous-traitants.

Ces Informations ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite de l'Andra, être communiquées à d'autres personnes qu'à celles, parmi les personnes visées à l'alinéa précédent, qui ont la qualité pour en connaître.

Le Titulaire doit, sans délai, avertir l'Andra de tout incident pouvant laisser présumer l'existence d'une violation de l'obligation de confidentialité.

Article 12. SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Pour ses échanges avec l'Andra (E-mail, CD-Rom, clé USB...), le Titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires sur ses systèmes informatiques afin de ne pas apporter de perturbations aux systèmes de l'Andra notamment par l'introduction de logiciels parasites connus sous le nom générique de virus, cheval de Troie, bombes logiques...

12.1 Respect des exigences fixées par l'Andra

La Fiche « Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra » définit les exigences minimales de l'Andra en termes de sécurité informatique que le Titulaire doit mettre en œuvre et respecter en vue de garantir la protection des systèmes d'information et de leur contenu. Le Titulaire demeure tenu à une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à sensibiliser son personnel, intervenant dans le cadre du marché, à la sécurité de l'information, des systèmes d'information et aux règles de l'Andra. Le Titulaire veille notamment à ce que son personnel intervenant dans le cadre des prestations respecte les exigences fixées dans la Fiche « Hygiène informatique », référencée pour les marchés de l'Andra ».

Sur demande de l'Andra et pendant toute la durée du marché, le Titulaire devra justifier de la conformité de ses systèmes d'information aux exigences minimales de sécurité de l'Andra.

Cette conformité pourra être appréciée par l'Andra par l'analyse des réponses apportées par le Titulaire aux questionnaires ad hoc établis par l'Andra.

L'Andra peut également effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité par an, hors audit de contrôle ultérieur, auprès du Titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Andra. Néanmoins, si l'Andra a connaissance d'un manquement du Titulaire à ses obligations au titre de la présente clause « sécurité des systèmes d'information », l'Andra pourra réaliser un audit de sécurité supplémentaire. Il en est de même en cas de cyberattaque touchant les systèmes d'information du Titulaire et ayant un impact sur les données de l'Andra.

Le Titulaire est informé au minimum 15 jours avant la date de début de l'audit projeté. Le Titulaire pourra demander à l'Andra un report de la date envisagée pour la réalisation de l'audit, sans que ce report puisse excéder 15 jours. Les Parties conviendront, dans ce cas, de la date de tenue dudit audit.

12.2 Mesures correctives

En cas de non-respect des exigences définies par l'Andra dans la Fiche Hygiène informatique révélé au cours d'un audit de sécurité ou par tout autre moyen (contrôle inopiné, questionnaires de conformité, etc.), le Titulaire s'engage à fournir à l'ensemble des correspondants Andra identifiés dans le marché, dans un délai de 15 jours, à compter de la date de notification par l'Andra de l'écart/du non-respect, ou dans un délai plus court en cas d'urgence, une analyse de ces écarts (ci-après « plan d'actions ») permettant :

- De préciser l'origine des écarts constatés ;
- D'indiquer si ces écarts ont des conséquences (avérées ou potentielles) pour l'Andra ;
- De définir les actions correctives appropriées envisagées par le Titulaire ;
- De définir le délai maximum dans lequel le Titulaire s'engage à réaliser les actions ainsi définies.

Le retard de transmission par le Titulaire de ce plan d'actions entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

A compter de la réception du plan d'actions, l'Andra s'engage à transmettre ses observations au Titulaire dans un délai de 15 jours calendaires. L'Andra s'engage à motiver ses demandes de modifications du plan d'actions.

L'absence d'observation de l'Andra à l'issue de ce délai vaut acceptation du plan d'actions transmis.

En cas d'observation de l'Andra, le Titulaire transmettra à l'Andra, dans le délai fixé par cette dernière, un plan d'actions corrigé. Le cas échéant, les Parties pourront convenir ensemble des actions à mettre en œuvre et du délai de résolution associé.

Le retard de transmission par le Titulaire du plan d'actions ainsi corrigé entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCAP. Également, le non-respect par le Titulaire du délai indiqué dans un plan d'actions pour la réalisation des actions correctives entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer l'Andra par tout moyen, suivi d'un courrier avec accusé de réception, des difficultés qu'il rencontre pour respecter ses engagements ou de tout incident survenu sur ses systèmes d'information.

12.3 Sanction en cas de non-respect des exigences

L'Andra peut procéder à la résiliation du marché pour faute du Titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP, dans les situations suivantes :

- En cas d'absence ou de refus de transmission du plan d'actions mentionné au présent article, après mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours calendaires ou dans un délai plus court en cas d'urgence,
- En cas de défaillance du Titulaire à respecter les actions correctives définies dans un plan d'actions,
- En cas de défaillance du Titulaire à respecter le délai de réalisation des actions correctives indiqué dans un plan d'actions, après que le plafond des pénalités prévu au présent CCAP ait été atteint,
- En cas de désaccord persistant entre l'Andra et le Titulaire sur les actions correctives à mettre en œuvre.

12.4 Cyberattaque

En cas de cyberattaque touchant les systèmes d'information du Titulaire, ce dernier s'engage à avertir l'Andra dans les plus brefs délais et au maximum sous 72 heures par tout moyen, suivi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans un délai de 15 jour à compter de la survenance de l'attaque, ou dans un délai plus court en cas d'urgence pour l'Andra, le Titulaire s'engage à fournir à l'Andra l'ensemble des informations relatives à :

- La nature de l'attaque et au périmètre impacté,
- Aux conséquences (avérées ou potentielles) pour l'Andra,
- Aux mesures conservatoires prises par le Titulaire pour protéger les données de l'Andra,

- Au plan d'actions envisagé par le Titulaire pour protéger ses systèmes d'information et poursuivre l'exécution du marché, tout en garantissant la mise en œuvre et le respect des exigences définies dans la Fiche Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra,
- Toutes informations que le Titulaire considère nécessaire de porter à la connaissance de l'Andra.

En cas de cyberattaque empêchant le Titulaire de poursuivre l'exécution du marché dans un délai garantissant la protection des intérêts essentiels de l'Andra ou de ses responsabilités, l'Andra se réserve, sans préjudice de l'exercice de ses autres droits, la possibilité de résilier le marché pour faute dans les conditions prévues au présent CCAP.

12.5 Informations des sous-traitants du Titulaire

Le Titulaire informe ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le Titulaire doit s'assurer du respect par ces derniers des exigences de sécurité informatique de l'Andra.

L'Andra pourra mener des inspections et/ou audits auprès des sous-traitants du Titulaire afin de s'assurer de la prise en compte effective des exigences de sécurité informatique de l'Andra.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires (i) au respect par ses sous-traitants de l'annexe « Hygiène informatique pour les marchés de l'Andra » et (ii) à la possibilité pour l'Andra de mener des inspections et/ou des audits.

Le Titulaire reste pleinement responsable vis-à-vis de l'Andra de tout manquement à ces exigences par ses sous-traitants.

Article 13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE – HYGIENE ET SECURITE

13.1 Règles générales en matière de santé et sécurité

L'hygiène et la sécurité font partie intégrante de la bonne exécution des prestations.

Le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur ; il garantit en particulier son personnel en cas d'accident du travail.

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en matière de prévention des risques, de santé et de sécurité. Le Titulaire reconnaît également avoir pris connaissance des recommandations dans ces domaines, notamment celles de la CNAMTS, de la CARSAT, de l'OPPBTP et de l'INRS.

Il est tenu d'observer les règlements édictés ainsi que, le cas échéant, les consignes spéciales établies par l'Andra pour l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la santé et la sécurité au travail, la discipline, la surveillance médicale, le transport, les conditions d'accès et le règlement intérieur.

Le Titulaire transmettra, à la première demande de l'Andra et dans les meilleurs délais, les habilitations et/ou autorisations de travail nécessaires.

Le Titulaire fournira mensuellement à l'Andra les éléments permettant le calcul des taux de fréquence et de gravité des accidents de personnes impliquées dans l'exécution de la prestation.

A cet effet, le Titulaire informera sans délai l'Andra de la survenue, dans le cadre de l'exécution de prestations objets du présent marché, sur site ou hors site de l'Andra de son personnel ainsi que de celui de ses sous-traitants de :

-tout accident du travail déclaré (avec ou sans arrêt). Dans le cas d'un accident du travail déclaré avec arrêt, le nombre de jours d'arrêt sera communiqué à l'Andra,

-tout évènement qui aurait pu engendrer des conséquences en matière de santé ou de sécurité sur son personnel ou ses sous-traitant dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Il informera également mensuellement l'Andra de tout soin bénin lorsque le Titulaire et/ou son sous-traitant tient un tel registre.

Chaque mois, le Titulaire fournit le nombre d'heures travaillées, le nombre d'accidents avec arrêt, le nombre de jours d'arrêt et le nombre d'accidents de trajets. Le Titulaire est également chargé de collecter ces informations auprès de ses sous-traitants.

Ces éléments ne seront utilisés qu'à des fins statistiques. Leur transmission n'exonère en rien le Titulaire de ses obligations en matière de prévention des risques, de santé et de sécurité. Le Titulaire demeure seul responsable en cas de défaillances dans l'exécution de ces obligations.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le respect des obligations énoncées au présent article doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Dans les limites prévues aux articles « Mesures de prévention des risques professionnels » et « Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé » ci-dessous, le Titulaire prend sous sa responsabilité et à ses frais, durant toute la période de son intervention, en tenant compte des sujétions d'exploitation de l'Andra :

- toutes mesures particulières d'hygiène, de santé et de sécurité qui sont nécessaires eu égard à la nature des prestations qu'il exécute et des dangers que celles-ci comportent
- toutes mesures communes de d'hygiène, de santé et de sécurité rendues nécessaires par la présence simultanée ou successive sur un même lieu, ou à sa proximité, d'autres entreprises.

Le Titulaire désigne un salarié, à qui il délègue ses attributions, doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires, chargé des sujets de sécurité et communique à l'Andra son nom et sa qualité. Le Titulaire informe sans délai de l'éventuel remplacement de ce salarié chargé des sujets de sécurité.

La liste des postes occupés par des salariés relevant d'examen d'aptitude spécifique est tenue à jour par le Titulaire et communiquée à l'Andra et, en tout état de cause, à chaque modification. Si pertinent, ces informations doivent figurer dans le plan de prévention visé à l'article « Mesures de prévention des risques professionnels » ci-dessous.

13.2 Mesures de prévention des risques professionnels

Le Titulaire et ses sous-traitants appliquent notamment les dispositions prévues aux articles L4121-1 à L4121-5 et R4512-6 à R4512-12 du code du travail et s'assure de leur application par ses sous-traitants.

En cas d'établissement d'un plan de prévention, lequel doit être signé par l'Andra, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants, ce plan définit, d'un commun accord, les mesures qui doivent être prises en vue de la sécurité et de la prévention des risques. Il ne peut y avoir commencement d'exécution des prestations avant la signature dudit plan.

13.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Lorsque l'opération est soumise aux articles L4531-1 à L4531-3 et L4532-1 à L4532-18 et articles R4532-1 à R4532-98 du code du travail en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, le Titulaire ainsi que ses sous-traitants doivent en appliquer les dispositions.

Article 14. RESPONSABILITE – ASSURANCES

14.1 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature qui pourraient être causés, de son fait ou de celui des personnes travaillant sous sa direction, à l'Andra, au personnel de l'Andra ou à tout tiers ainsi qu'aux biens de ces derniers à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'Andra et ses assureurs pour les dommages de toute nature que les biens dont il est propriétaire, locataire, utilisateur, détenteur ou dont il a la garde à quelque titre que ce soit, pourraient subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants, de ses assureurs et des assureurs de ces biens. Les stipulations du présent paragraphe ne s'appliquent pas en cas de faute lourde de l'Andra.

Le Titulaire assume la garde des biens mis à sa disposition par l'Andra dans le cadre de l'exécution du marché et de l'ensemble des biens qu'il stocke et plus largement de ceux qu'il emploie à l'extérieur des locaux de l'Andra.

En cas de destruction, perte ou d'endommagement, le Titulaire est tenu, sur décision de l'Andra, de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser le coût de remplacement valeur à neuf.

Le Titulaire renonce par ailleurs à tout recours contre l'Andra et ses assureurs pour tout dommage qui trouverait son origine dans l'utilisation par le Titulaire d'installations ou de matériels qui auraient été mis à disposition par l'Andra pour l'exécution des prestations et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses assureurs.

En tout état de cause, à l'égard de l'Andra, le Titulaire répond seul des dommages et de leurs conséquences entrant dans le cadre de sa responsabilité civile et de celles de ses sous-traitants et cessionnaires. Le Titulaire garantit l'Andra contre tout recours qui pourrait être exercé à son encontre de ce chef et prend en charge toute indemnisation, pénalité et autres sanctions financières y relatives.

14.2 Responsabilité civile de l'exploitant nucléaire

En sa qualité d'exploitant nucléaire, l'Andra est responsable de plein droit de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans ses installations nucléaires, ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité dans les conditions et limites prévues par les dispositions correspondantes du code de l'environnement ou par tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris et de ses protocoles sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

La responsabilité de l'Andra en qualité d'exploitant nucléaire ne s'étend pas aux dommages subis par les biens du Titulaire et de ses sous-traitants qui se trouvent sur le site des installations nucléaires de l'Andra et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, l'Andra dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire pour les accidents nucléaires dont la cause réside dans une faute commise par le Titulaire, ses sous-traitants ou leurs préposés respectifs, notamment par violation des règles de sécurité, de sûreté et de protection des intérêts.

Article 15. ASSURANCES DU TITULAIRE

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant à l'égard de l'Andra et des tiers, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

A ce titre, le Titulaire doit produire :

- une attestation d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires de tous dommages pouvant survenir avant ou après la livraison et /ou la réception des travaux, y compris le cas échéant les biens confiés ;
- en fonction des travaux, une attestation d'assurance de responsabilité civile décennale obligatoire ;

Ces attestations, émises par la compagnie d'assurance du Titulaire, doivent être datées de moins de six mois et indiquer, d'une part le numéro et la date d'effet du contrat d'assurance, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, la nature des travaux ou missions garanties, d'autre part que le Titulaire est à jour du paiement des primes. Si le marché est pluriannuel le Titulaire doit produire les attestations précitées chaque année à la date anniversaire du marché.

Le Titulaire doit faire son affaire personnelle de toutes déclarations et autres formalités imposées par ses polices d'assurances et il renonce à se prévaloir de toutes réclamations ou de tous suppléments de prix qui pourraient lui être demandés à ce titre par son assureur.

Le Titulaire ne peut en aucune manière invoquer l'existence des polices d'assurances, une insuffisance de couverture ou encore les franchises ou les exclusions ou plus généralement une difficulté quelconque qui pourraient lui être opposées par l'assureur en cas de sinistre, pour obtenir une atténuation de sa responsabilité.

En cas d'insuffisance du montant de la garantie par rapport aux possibilités du marché de l'assurance, l'Andra se réserve le droit de demander au Titulaire de le porter à un montant plus élevé, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque rémunération supplémentaire.

Par ailleurs, en cas de résiliation d'une police d'assurance, quelle qu'en soit la raison, le Titulaire s'engage à prévenir immédiatement l'Andra, à régler les primes qu'il resterait devoir à son assureur dans les délais prévus par ce dernier et d'une façon générale, à prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour maintenir une couverture d'assurance aux exigences du marché et, à défaut, souscrire en remplacement une nouvelle police d'assurance offrant une couverture semblable et de même durée.

Le Titulaire doit notamment être assuré contre :

- les dommages causés par les véhicules qu'il utilise pour l'exécution du marché (sur voies publiques ou propriétés privées), conformément aux dispositions légales en vigueur,
- Les dommages que pourraient subir ses biens, qu'il en soit propriétaire ou locataire, détenteur ou utilisateur à un titre quelconque

Le Titulaire est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants la souscription de polices d'assurances du même type que celles qui lui sont imposées et qu'elles sont en cours de validité.

Article 16. Assurances de l'Andra

L'Andra se réserve la possibilité de souscrire à une assurance « Tous risques chantier » ou « Tous risques montage essai »

Le Titulaire sera informé avant le démarrage des marchés de travaux de la décision de l'Andra de souscrire une assurance « Tous risques chantier » ou « Tous risques montage essai » pour le compte de tous les intervenants à l'opération. Dans l'hypothèse où une telle assurance serait souscrite, l'Andra transmettra l'attestation d'assurance TRC au Titulaire sur demande au démarrage des travaux objet de la garantie.

Il est d'ores et déjà convenu que le Titulaire prendra à sa charge :

- 100 % de la surprime d'assurance (taxes d'assurances incluses) due pour la prolongation des garanties si cette prolongation lui est imputable ;
- 100 % des franchises applicables en cas de sinistre concernant les travaux à sa charge.

Article 17. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Chacun des coûts évoqués ci-dessous seront ramenés aux conditions économiques de l'établissement de l'enveloppe financière prévisionnelle (C0) selon la formule de réajustement suivante :

$$\Rightarrow P = P_0 \times (S/S_0)$$

P = prix réajusté HT

P₀ = prix initial HT

S₀ = dernière valeur de l'indice TP02 « Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation » publiée par le Moniteur à la date de notification du marché au Titulaire.

S = dernière valeur de l'indice TP02 « Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation » publiée par le Moniteur à la date de réajustement

Il est entendu que dans l'hypothèse où le ou les indices indiqués ci-dessus viendraient à disparaître pendant la durée du marché, il(s) sera(ont) remplacés par tout autre indice qui s'y substituerait. Cette substitution sera notifiée au Titulaire.

Le coefficient d'actualisation obtenu est arrondi à 4 décimales (au dix-millième le plus proche).

17.1 Enveloppe financière prévisionnelle (C0)

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle (C0) affectée aux travaux est fixé dans l'acte d'engagement (AE).

17.2 Détermination du coût prévisionnel des travaux (CPT)

Conformément à l'article 13 du CCAG MOE, le Titulaire s'engage sur un CPT sur la base de la remise des études AVP au jalon T'1.

Si le CPT proposé par le Titulaire et ramené aux conditions économiques de (C0) :

- est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle (C0) affectée aux travaux et mentionnée à l'acte d'engagement, l'Andra peut refuser l'admission et demander au Titulaire, qui s'y engage, de reprendre ses études sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. Si la reprise des études ne permet pas au Titulaire de proposer un CPT inférieur ou égal à l'enveloppe financière prévisionnelle, l'Andra aura le choix, soit de résilier le marché, soit d'accepter un CPT supérieur à cette enveloppe financière prévisionnelle. Toutefois, dans cette dernière hypothèse, la rémunération définitive du Titulaire sera calculée en prenant en compte le montant de cette enveloppe financière prévisionnelle, et non le CPT fixé à l'issue des études d'AVP.
- est inférieur ou égal à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux C0 et mentionnée à l'acte d'engagement, ce CPT constituera, après accord de l'Andra, le CPT sur lequel le Titulaire s'engage.

Le montant du CPT est fixé par voie d'avenant.

17.3 Coût de tolérance sur le CPT

Un seuil de tolérance est attaché à l'engagement du Titulaire sur le CPT. Le taux de tolérance est de 2%.

17.4 Coût de référence des travaux (CRT)

Lorsque l'Andra dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux aux jalons T5 et T'5, le Titulaire établit le coût de référence des travaux « CRT » tel qu'il résulte de la (des) consultation(s).

Ce CRT est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s) comme le (les) plus avantageuse(s) par l'Andra par un coefficient de réajustement égal au rapport des index pris respectivement au mois de l'offre ou des offres visée(s) ci-dessus et au mois (m0) de l'enveloppe financière prévisionnelle (C0). Selon la formule suivante :

$$\text{Coût de référence CRT} = C_0 \times (TP02_0/TP02)$$

Si le CRT est supérieur au CPT assorti du taux de tolérance, l'Andra peut déclarer la procédure infructueuse et/ou demander la reprise des études sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une (des) offre(s) respectant le CPT assorti du taux de tolérance.

Le Titulaire doit faire part de propositions en ce sens à l'Andra dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par l'Andra, le Titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours maximum à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre à l'Andra de lancer une nouvelle procédure de passation des marchés de travaux.

Si le CRT est inférieur ou égal au CPT, l'Andra poursuit la ou les procédures de passation des marchés de travaux. Une fois les marchés de travaux notifiés aux entreprises de travaux, l'Andra communique

au Titulaire le coût HT des marchés de travaux (ci-après le "CMT"), que le Titulaire s'engage à le respecter.

17.5 Coût total définitif des marchés de travaux (CTMT)

Après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'opération, le Titulaire établira le CTMT résultant des décomptes finaux et des factures des entreprises de travaux, et correspondant à l'ensemble des marchés et avenants passés au titre des travaux (hors MOE).

Conformément à l'article 13 du CCAG-MOE, le contrôle de l'engagement du respect du CMT s'opère en comparant le CTMT au CMT assorti d'un taux de tolérance fixé à 2%.

Si ce CTMT est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux stipulations de l'article « Pénalités pour non-respect de l'engagement du Titulaire » du présent CCAP.

Article 18. PRIX

18.1 Forfait de rémunération

La rémunération du maître d'œuvre est fixée par un prix global et forfaitaire.

Par dérogation à l'article 10.1.3. du CCAG MOE, les prix indiqués dans les documents du marché sont exprimés en euros hors taxes.

Le forfait est provisoire conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

La rémunération forfaitaire de la maîtrise d'œuvre tient notamment compte du coût prévisionnel des travaux tel que calculé par la maîtrise d'œuvre, dans le cadre de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par l'Andra et communiquée à la maîtrise d'œuvre lors de la consultation préalable à la conclusion de son marché.

Le montant de la rémunération dépend également :

- pour l'étendue de la mission : des prestations demandées dans le présent marché, des délais impartis,
- pour le degré de complexité de la mission : du type et de la technicité de l'ouvrage, des contraintes du site et de l'environnement.

18.2 Fixation du cout prévisionnel des travaux (CPT) et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

Le prix provisoire devient un prix définitif lors de l'admission par l'Andra de l'AVP au jalon T'1 et de l'engagement du Titulaire sur le CPT.

Le montant du CPT ainsi que le forfait définitif de rémunération du Titulaire sont arrêtés par avenant après l'admission de l'AVP.

Sous réserve de modifications du programme ou des missions de la maîtrise d'œuvre expressément décidées par le maître d'ouvrage, l'éventuelle augmentation du CPT ne pourra justifier une demande de rémunération complémentaire de la part du Titulaire.

Cette rémunération définitive sera également déterminée en fonction du respect par le Titulaire de ses engagements et notamment du respect du CTMT. Ainsi, le prix définitif tel que fixé dans l'avenant prévu au deuxième alinéa du présent article pourra être modifié, à la hausse ou à la baisse, en application des stipulations des articles « Coût total définitif des marchés de travaux CTMT » et « Primes » du CCAP, et ce sans qu'un avenant soit nécessaire.

18.3 Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions ci-après.

Cette révision intervient tous les ans à compter de la notification du marché par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times (S/S_0)$$

P = prix révisé HT

P₀ = prix initial HT

S₀ = valeur de l'indice « Ingénierie » publiée à la date de remise de l'offre finale du Titulaire au moniteur du bâtiment et des travaux publics sous la référence ING, dernière valeur publiée à la date de révision des prix (DML : à compléter)

S = valeur de l'indice « Ingénierie » publiée à la date de révision au moniteur du bâtiment et des travaux publics sous la référence SYN, dernière valeur publiée à la date de révision des prix (DML : date de mise en ligne)

Il est entendu que dans l'hypothèse où le ou les indices indiqués ci-dessus viendraient à disparaître pendant la durée du marché, il(s) sera(ont) remplacés par tout autre indice qui s'y substituerait. Cette substitution sera notifiée au Titulaire.

Le coefficient de révision obtenu est arrondi au millième supérieur..

Article 19. MODALITES DE REGLEMENT

19.1 Avances

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG MOE, il n'est pas prévu d'avance.

19.2 Demandes de paiement

Les demandes de paiement seront remises selon l'échéancier suivant :

Mission concernée	Phase 1	Phase 2
	Travaux de galeries	Travaux de construction des ouvrages
Présélection d'entreprises pour la pose des éléments de galerie	2% du forfait à la remise du rapport définitif de qualification des fournisseurs	-
AVP	3% du forfait à l'admission par l'Andra de l'élément de mission : dont notes d'hypothèses et méthodologies de calculs des galeries <i>Nota : Lors de la validation de l'AVP, il conviendra de rectifier le montant perçu par le Titulaire.</i>	5% du forfait à l'admission par l'Andra de l'élément de mission dont notes d'hypothèses et méthodologies de calculs des ouvrages
PRO	3% du forfait à l'admission par l'Andra de l'élément de mission : dont validation du dossier de consultation du marché concerné	5% du forfait à l'admission par l'Andra de l'élément de mission : dont validation du dossier de consultation du marché concerné
AMT	3% du forfait à l'admission par l'Andra de l'élément de mission : dont remise de tous les éléments constituant le DCE du marché concerné et dépouillement des offres du marché concerné	7% du forfait à l'admission par l'Andra de l'élément de mission : dont remise de tous les éléments constituant le DCE du marché concerné et du rapport de dépouillement des offres du marché concerné

DET / EXE / OPC	18% du forfait proportionnellement à l'admission de l'élément de mission concerné	40% du forfait proportionnellement à l'admission de l'élément de mission concerné
AOR	1% du forfait à la levée de l'ensemble des réserves émises lors de la réception des travaux, 1% du forfait à l'acceptation par l'Andra du DOE du marché concerné, 3% du forfait à l'acceptation par l'Andra du dossier final d'ingénierie et à la levée complète des réserves sur les garanties constructeurs/fournisseurs	2% du forfait à la levée de l'ensemble des réserves émises lors de la réception des travaux, 2% du forfait à l'acceptation par l'Andra du DOE du marché concerné, 5% du forfait à l'acceptation par l'Andra du dossier final d'ingénierie et à la levée complète des réserves sur les garanties constructeurs/fournisseurs

Missions complémentaires		
Désignation	Unité de rémunération	Condition de facturation
Assistance à l'Andra // ASNR	Forfait / Inspection	100% du forfait à l'acceptation par l'Andra du rapport définitif
Prestation supplémentaires ou modificatives	Unité	100% du montant à la validation par l'Andra des prestations réellement réalisées

Le Titulaire remet à l'Andra sa demande de paiement accompagnée des pièces justificatives demandées : PV d'admission de l'élément de mission, PV d'acceptation de livrable.

La demande de paiement peut être refusée par l'Andra lorsque celle-ci méconnaît les obligations du marché.

19.3 Facturation électronique

Les demandes de paiement du Titulaire et des sous-traitantes seront adressées exclusivement sous forme dématérialisées et déposées sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante :

- <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le Titulaire comportent les mentions suivantes :

- L'Identifiant CHORUS (SIRET de l'Andra) : 390 199 669 00081
- Le numéro d'engagement CHORUS : référence du présent marché.
- Le code service : CSA_CDE

Dans l'hypothèse où, au titre des travaux réalisés dans le cadre du marché, le Titulaire fait appel à des sous-traitants, les factures du Titulaire doivent faire apparaître le détail des travaux réalisés par ces sous-traitants.

A défaut, la facture sera rejetée et le délai de paiement en conséquence interrompu.

Si le Titulaire est un groupement, seul le mandataire de celui-ci est autorisé à facturer l'Andra au regard des travaux réalisés au titre du marché. Cette facturation unique doit faire apparaître le détail des prestations exécutés par chacun des membres du groupement. Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG MOE, les versements seront, au choix du Titulaire, effectués par l'Andra sur :

- un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou au nom du mandataire
- le compte de chacun des membres du groupement

à l'exclusion des versements effectués par l'Andra en paiement direct aux sous-traitants.

19.4 Délais de paiement

Les factures du Titulaire et des sous-traitants seront réglées par virement bancaire sur le compte ouvert au nom du Titulaire, conformément au dernier RIB ou RIP fourni à l'Andra.

Les factures du Titulaire seront réglées dans un délai de 30 jours à compter de leur réception. Cette réception correspond à la date de notification à l'Andra du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro selon les modalités prévues à l'article « Facturation électronique » du présent CCAP.

En cas de changement de leurs coordonnées bancaires, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants déposeront le nouveau RIB sur la plateforme e-attestations et le Titulaire notifiera sans délai l'Andra par écrit.

A défaut, les sommes seront versées sur le dernier compte bancaire déclaré expressément par le Titulaire ou le sous-traitant, les éventuels frais qui seraient dus en cas de versement sur un compte fermé seront intégralement à la charge du Titulaire ou du sous-traitant.

Le délai de paiement pourra être interrompu dans les conditions prévues par les articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique.

L'article 25.1 du CCAG MOE est applicable dès que l'acompte n'aurait pas été payé alors que le Titulaire a pleinement rempli ses obligations.

19.5 T.V.A.

Le régime fiscal applicable au marché est celui de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au moment du fait générateur.

Dans le cas où le Titulaire fait appel à un sous-traitant, la législation spécifique relative au paiement de la TVA s'appliquera.

Article 20. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG MOE, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues pour signaler à l'Andra les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, sous peine de forclusion.

L'Andra dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG MOE le silence gardé par l'Andra vaut refus de la demande de prolongation.

Article 21. PENALITES

21.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités de retard pourront être appliquées en cas de retard dans la remise des livrables dont la liste et les délais sont contenus dans l'AE.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au Titulaire ne peut excéder 10% du montant total HT du marché ou de la tranche considérée.

21.2 Pénalités pour non-respect de la clause Personnel mobilisé par le Titulaire et conduite des études

En cas de manquement du Titulaire aux obligations prévues à l'article « Personnel mobilisé par le Titulaire et conduite des travaux », le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 1000 euros par jour ouvré de manquement.

21.3 Pénalités pour non-respect de la clause de promotion de l'apprentissage

En cas de manquement du Titulaire aux obligations relatives à la promotion de l'apprentissage, celui-ci s'expose à une pénalité égale à 30 euros par heure d'insertion non réalisée, après mise en demeure restée infructueuse.

En cas de manquement du Titulaire aux obligations de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action de promotion de l'apprentissage (notamment des justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le Titulaire s'expose, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, dans un délai de 3 jours, une pénalité de 100 euros par jour de retard.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause de promotion de l'apprentissage, le Titulaire s'expose à une pénalité de 100 euros, après mise en demeure restée infructueuse.

Sauf urgence, une mise en demeure est réputée infructueuse lorsque le Titulaire ne s'est pas conformé à ses obligations dans un délai de 5 jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

21.4 Pénalités pour retard dans la transmission de documents

En cas de retard du Titulaire dans la transmission de documents dus à l'Andra en application de dispositions prévues par les pièces contractuelles, tels que notamment le contrat de sous-traitance, les attestations d'assurance, un compte-rendu de réunion, les documents à fournir après exécution, etc., le Titulaire s'expose à une pénalité d'un montant de 500 euros par jour de retard, par document et après une mise en demeure restée infructueuse.

Le présent article emporte dérogation aux dispositions de l'article 3.6.3 du CCAG MOE

21.5 Pénalités pour non-respect de la clause sécurité des systèmes d'information

En cas de non-respect par le Titulaire des exigences minimales définies par l'Andra dans l'annexe Hygiène informatique, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,5 % du montant hors taxes du marché par écart constaté. Cette pénalité est encourue du simple constat de l'écart et n'exonère pas le Titulaire de remédier à l'écart ainsi constaté.

En cas de retard de transmission par le Titulaire du plan d'actions défini à l'article « Sécurité et système d'information » du présent CCAP, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,1 % du montant hors taxes du marché par jour ouvré de retard.

En cas de retard de transmission par le Titulaire du plan d'actions corrigé à la suite de demandes de modifications de l'Andra, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,1% du montant HT du marché par jour ouvré de retard.

En cas de non-respect par le Titulaire du délai indiqué dans un plan d'actions pour la réalisation des actions correctives, le Titulaire s'expose à une pénalité égale à 0,2 % du montant hors taxes du marché par jour ouvré de retard.

Les pénalités prévues au présent article « Pénalités pour non-respect de la clause sécurité des systèmes d'information » sont cumulables et plafonnées à 2 % du montant hors taxes du marché.

21.6 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence injustifiée à une réunion de chantier, le Titulaire s'expose à une pénalité de 300 euros par absence constatée.

21.7 Pénalité sur le respect de l'engagement du Titulaire

Si le CTMT est supérieur au CRT assorti du seuil de tolérance, le Titulaire supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par un taux de 5%.

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération du Titulaire correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

21.8 Modalités d'application des pénalités

Les valeurs des pénalités sont à considérer de façon distincte ; elles sont de ce fait cumulables.

Le montant des pénalités vient en déduction du montant du marché et sera soustrait des paiements à effectuer au Titulaire, indépendamment du recouvrement de l'Andra auprès du Titulaire en cas d'insuffisance des sommes dues. L'Andra pourra choisir d'appliquer les pénalités lors de l'établissement des acomptes ou lors de l'établissement du solde du marché. L'Andra ne peut renoncer implicitement à l'application de pénalités prévues par les pièces contractuelles.

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire.

Sauf urgence, une mise en demeure est réputée infructueuse lorsque le Titulaire ne s'est pas conformé à ses obligations dans un délai de 5 jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

Article 22. CLAUSE DE PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG MOE, ainsi qu'à tous ses sous-articles, nous remplaçons la clause d'insertion sociale par une clause de promotion de l'apprentissage

22.1 L'objectif et la nature juridique de la clause sociale de promotion de l'apprentissage

Sur le fondement de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, l'Andra sollicite le Titulaire pour la mise en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché, d'une clause de promotion de l'apprentissage.

Il lui est demandé, au titre de l'exécution du marché de réserver des heures de travail au bénéfice de personnes susceptibles d'être éligibles à un contrat d'apprentissage.

22.2 Le volume d'heures de promotion d'apprentissage à réaliser

Le Titulaire s'engage, sur la durée d'exécution du marché, à ce qu'un minimum de 900 heures de travail soit réservé à la promotion de l'apprentissage.

Si une partie des prestations est sous-traitée, le Titulaire s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par le ou les sous-traitants. A cet effet, il doit explicitement faire mention, dans le contrat de sous-traitance du nombre d'heures d'insertion dues en application de la clause. Les obligations du Titulaire vis-à-vis du référent mentionné à la présente clause de promotion de l'apprentissage s'imposent au(x) sous-traitant(s).

Le volume des heures d'insertion que doit réaliser un sous-traitant doit tenir compte de la nature, du montant et la durée des activités qui lui sont attribuées.

Quel que soit le nombre de sous-traitants, le Titulaire est responsable du respect des engagements contractuels tant sur la quantité que sur la qualité.

22.3 Les personnes éligibles à la clause de promotion de l'apprentissage

Sont éligibles à la clause de promotion de l'apprentissage toutes les personnes susceptibles de candidater à un contrat d'apprentissage, comme prévu par la loi.

La demande de validation d'une personne recrutée antérieurement à la notification du marché n'est pas recevable

22.4 Nature des emplois envisageables

La réalisation de la clause peut porter sur des catégories d'emploi tel que des professions d'ingénieur, de techniciens ou des activités dites de « back-office ».

L'apprenti doit être accompagné par un tuteur au sein de l'entreprise afin de pourvoir à sa formation. Il ne peut être laissé en totale autonomie pour la réalisation de son apprentissage.

22.5 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause de promotion de l'apprentissage

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale de promotion de l'apprentissage, l'Andra a mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du référent ci-après nommé :

Aymerick BOUGY

Chargé des achats durables

Aymerick.bougy@andra.fr

01.46.11.82.38

Le référent apporte au Titulaire toute l'assistance nécessaire pour la mise en œuvre de la clause de promotion de l'apprentissage.

Le référent est présent à la réunion de lancement du marché afin d'être présenté au Titulaire. Lors de cette réunion, le Titulaire pourra lui faire part de ses intentions quant à la nature des emplois qui seront créés dans le cadre de la clause.

Il valide les heures d'apprentissage réalisées

Il établit les attestations de réalisation des objectifs.

22.6 Le suivi et le contrôle de l'exécution de la clause de promotion de l'apprentissage

Le Titulaire fournit au référent, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de son exécution et son évaluation. Cette transmission est mensuelle et doit s'opérer au plus tard le 15 du mois suivant la fin du mois écoulé.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le référent mentionné à la présente clause de promotion de l'apprentissage afin d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs.

22.6.1 La comptabilisation des heures

La comptabilisation des heures réalisées dans le cadre des contrats d'apprentissage débutera à la date de notification du marché et se clôturera à la date de fin du marché.

Sera comptabilisée toute heure de travail dûment réalisées par l'apprenti. Les heures de formation sont comptabilisées comme des heures travaillées

Si à l'issue du contrat d'apprentissage le Titulaire recrute l'apprenti en contrat de travail à durée indéterminée, elle pourra solliciter de l'Andra la comptabilisation des heures de travail réalisées par ledit

salarié, au titre des heures dues pour la clause sociale de promotion de l'apprentissage dont elle est redevable, pendant une année (soit un crédit de 1600 heures).

22.6.2 Dispositif d'accompagnement (en cas de difficultés)

Par ailleurs, lorsque le Titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (notification, courriel), le référent désigné par l'Andra à l'article « Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale ».

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'Andra peut suspendre ou annuler la clause de promotion de l'emploi. La décision est subordonnée à la communication d'une copie des documents, afférents à ces difficultés, établis par la Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) ou par le juge.

22.6.3 Transmission des bilans

Le Titulaire rédige un bilan final, dans le mois précédant la fin du délai d'exécution, qu'il transmet à l'Andra et qui porte sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

22.7 Absence de données à caractère personnel

Il est convenu qu'il n'y aura, dans le suivi de l'application de la clause d'insertion sociale, aucune transmission de données à caractère personnel. Le cas échéant, les bilans et documents d'évaluation transmis à l'Andra seront anonymes. Les mesures d'anonymisation correspondent à des mesures permettant de rendre impossible l'identification des personnes concernées et notamment par des techniques d'individualisation, de corrélation ou encore d'inférence.

Article 23. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG MOE, l'Andra dispose d'un délai de 30 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour chacun des éléments de mission de maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 21 du CCAG MOE :

Si l'Andra ne notifie pas sa décision dans le délai de vérification constatation, le Titulaire met en demeure l'Andra de notifier sa décision dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, l'élément de mission et les prestations sont réputées admises.

La décision de l'Andra d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

En cas de rejet des prestations prononcé par l'Andra dans les conditions de l'article 21.4.1 du CCAG MOE, le Titulaire devra présenter ses observations sous peine de forclusion dans un délai maximum de 15 jours.

Article 24. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les résultats comprennent également tous les éléments préparatoires dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Andra en vue de la remise d'une offre, partiels et/ ou intermédiaires, quels qu'en soit la forme, la nature et le support aux résultats produits par le Titulaire et liés directement à l'objet du présent marché. Les résultats s'entendent hors connaissances antérieures et connaissances antérieures standards identifiées expressément.

Par dérogation aux articles 24.1 et 24.2.2 du CCAG MOE, les résultats sont la propriété exclusive de l'Andra, au fur et à mesure de leur conception, et ce quand bien même ces résultats, n'auraient pas encore été communiqués par le Titulaire à l'Andra.

De convention expresse, tous les droits de propriété intellectuelle, et ce compris les droits de marques, de propriété littéraire et artistique, notamment les fichiers de données et chartes graphiques (visuels et pictogrammes), afférents aux résultats sont, dès leur création, la propriété de l'Andra, qui en détient notamment tous les droits de reproduction et de représentation, droit d'adaptation, d'arrangement, de traduction, droit de distribution, droit de location et droit d'exploitation sous toutes ses formes.

Ce transfert de propriété est consenti pour le monde entier, pour la durée de validité desdits droits, sans limitation d'aucune sorte et pour toutes sortes d'utilisation et/ou d'exploitation dans tout domaine d'application.

L'Andra est libre et seule en droit d'utiliser et d'exploiter directement ou indirectement les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes.

L'Andra est pleinement libre de céder, sous licencier ou de sous-traiter des connaissances antérieures et/ ou connaissances antérieures standards associées aux résultats, pour la mise en œuvre de ces derniers.

Les droits consentis par le Titulaire sur les connaissances antérieures standard sont : droits, durée, territoire et finalités d'utilisation

Le prix du marché comprend la cession et/ou la licence de l'ensemble desdits droits définis dans les documents contractuels.

Le Titulaire garantit l'Andra contre tous recours ou contestations qui pourraient provenir de tiers relativement à la propriété des droits ou à leur étendue, ou à l'usage de droits licenciés quel que soit leur fondement juridique.

L'ensemble des garanties accordées par le Titulaire portent sur l'ensemble des droits cédés ou licenciés au titre du présent marché.

Article 25. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG MOE,

L'Andra peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire :

- soit lorsque le Titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par l'Andra. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché pourra être résilié pour faute du Titulaire.

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'Andra de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant remettre toutes les informations recueillies et fournir, sur demande de l'Andra formulée dans les 30 jours suivant la notification de la décision d'exécution à ses frais et risques, tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution tels

que notamment les biens matériels et/ou des droits de propriété intellectuelle ou industrielle mis en œuvre par le Titulaire pour la bonne réalisation du marché. Un droit d'usage desdits moyens est accordé au tiers et /ou à l'Andra.

Le Titulaire fait son affaire de tous les formalités, frais et autres dépenses liées à ce droit d'usage concédé.

Ce marché de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Par dérogation à l'article 32.5 du CCAG MOE, la notification du décompte par l'Andra au Titulaire dont le marché a été résilié aux frais et risques doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du marché de substitution passé avec un tiers pour l'achèvement des prestations.

Article 26. RESILIATION

26.1 Résiliation du marché sans indemnité : Résiliation pour faute du Titulaire

L'Andra peut résilier le marché pour faute du Titulaire, notamment dans les cas suivants :

- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail et protection de l'environnement, sécurité et santé » ;
- Dans les cas prévus à l'article « Sécurité des Systèmes d'information » ;
- Au cas où l'exécution du marché aurait fait l'objet d'une cession ou d'une association sans autorisation de l'Andra ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Responsabilité – Assurances » ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Personnel du Titulaire » ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Clause environnementale » ;
- En cas de non-respect des stipulations prévues à l'article « Propriété intellectuelle » ;
- En cas de perte par le Titulaire de tout(e) certificat, habilitation, qualification, autorisation... etc. nécessaire à l'exécution du marché ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

26.2 Résiliation du marché avec indemnité

L'Andra peut à tout moment résilier, en cours d'exécution le marché pour motif d'intérêt général pour la partie non exécutée, moyennant indemnité.

La notification de cette décision indiquant la date d'effet et la motivation de la résiliation est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans ce cas, seul le Titulaire peut recevoir une indemnité dans la limite du préjudice certain et direct qu'il a subi et dont il doit faire la preuve.

En toute hypothèse, le Titulaire fait son affaire des indemnités éventuelles dont il pourrait être redevable envers ses sous-traitants et fournisseurs éventuels.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, lorsque l'Andra résilie le marché pour motif d'intérêt général, le montant de l'indemnité de résiliation ne peut être supérieur à un pourcentage de 5 % appliqué au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises. Ce montant constitue une indemnisation globale comprenant notamment l'indemnisation des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. A peine de forclusion, il incombe au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnité dans un délai de 15 jours après la notification de la résiliation du marché.

Article 27. REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Les Parties s'efforceront de régler leurs différends à l'amiable.

L'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'Andra et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'Andra à la suite d'une mise en demeure adressée par le Titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné au marché.

Tout différend entre le Titulaire et l'Andra doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'Andra dans le délai de 2 mois, courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Lorsque l'Andra et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure du mémoire en réclamation, ils privilégient le recours à la médiation notamment auprès du médiateur relations fournisseurs de l'Andra et/ou du médiateur des entreprises. Le recours à ce médiateur est toutefois sans préjudice du respect par le Titulaire des procédures de règlement des différends prévues au marché qui demeure un préalable à toute saisine de la juridiction compétente.

Par dérogation à l'article 35.4 du CCAG MOE, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation et à l'arbitrage ne sont pas applicables au marché.

La saisine du médiateur suspend les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'Andra après médiation ou la constatation par le médiateur de l'échec de sa mission. En cas de persistance du différend, et sous réserve du respect par le Titulaire des procédures de règlement prévues à l'article 35 du CCAG MOE, le tribunal administratif de Cergy est seul compétent pour connaître des litiges entre les Parties.

Article 28. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Liste des articles du CCAP dérogeant au CCAG MOE :

CCAP	CCAG MOE
Article 3. PIECES CONTRACTUELLES	4.1 Ordre de priorité
Article 11. CONFIDENTIALITE	5.1.1 Obligation de confidentialité
Article 11. CONFIDENTIALITE	5.1.2 Obligation de confidentialité
Article 10 PERSONNEL DU TITULAIRE	5.3 Mesures de sécurité
Article 18 PRIX	10.1.3
0Le coefficient de révision obtenu est arrondi au millième supérieur.. MODALITES DE REGLEMENT Avances	11.1 Avances
0 Le coefficient de révision obtenu est arrondi au millième supérieur.. MODALITES DE REGLEMENT	12.1 Groupement d'opérateurs économiques
Article 20 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	15.3.2 et 15.3.3 Prolongation du délai d'exécution
Article 21 PENALITES	16.2.1 Pénalités de retard
Article 21 PENALITES	16.2.2 Pénalités de retard
Article 21 PENALITES	16.2.3 Pénalités de retard
Article 25 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20.2 Délais de vérification
Article 24 PROPRIETE INTELLECTUELLE	24.1 Concession de droits d'utilisation sur les résultats
Article 24 PROPRIETE INTELLECTUELLE	24.2.2 Résultats protégés par un droit de propriété industrielle
Article 27 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	31. Résiliation pour motif d'intérêt général

CCAP	CCAG MOE
Article 27 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	32.5 Décompte de résiliation
Article 27 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	34.1 Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre
Article 27 REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	35.4 Règlement des différends entre les parties

